

Conseil économique et social
Documents officiels
Rapport de la Conférence (E/CONF.92/1)

Département des affaires économiques et sociales

**Quinzième Conférence
cartographique régionale
des Nations Unies pour l'Asie
et le Pacifique**

Kuala Lumpur, 11 au 14 avril 2000



Nations Unies • New York, 2000

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres.

Les documents officiels de la quinzième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique, qui s'est tenue à Kuala Lumpur (Malaisie) du 11 au 14 avril 2000, sont publiés en un seul volume, intitulé Rapport de la Conférence.

Les documents officiels des précédentes conférences cartographiques régionales des Nations Unies pour l'Asie et l'Extrême-Orient ont été publiés sous les cotes et les numéros de vente suivants : E/CONF.18/6 (numéro de vente : 55.I.29) et E/CONF.18/7 (numéro de vente : F.56.I.23) pour la première Conférence; E/CONF.25/3 (numéro de vente : 59.I.9) et E/CONF.25/4 (numéro de vente : 61.I.8) pour la deuxième Conférence; E/CONF.36/2 (numéro de vente : 62.I.14) et E/CONF.36/3 (numéro de vente : 64.I.17) pour la troisième Conférence; E/CONF.50/4 (numéro de vente : 65.I.16) et E/CONF.50/5 (numéro de vente : 66.I.3) pour la quatrième Conférence; E/CONF.52/4 (numéro de vente : E.68.I.2) et E/CONF.52/5 (numéro de vente : E.68.I.14) pour la cinquième Conférence; E/CONF.57/2 (numéro de vente : E.71.I.15) et E/CONF.57/3 (numéro de vente : E.72.I.20) pour la sixième Conférence; E/CONF.62/3 (numéro de vente : E.74.I.7) et E/CONF.62/4 (numéro de vente : E.74.I.25) pour la septième Conférence; E/CONF.68/3 (numéro de vente : E.77.I.12) et E/CONF.68/3/Add.1 (numéro de vente : E.78.I.8) pour la huitième Conférence; E/CONF.72/4 (numéro de vente : E.81.I.2) et E/CONF.72/4 /Add.1 (numéro de vente : E.83.I.14) pour la neuvième Conférence; E/CONF.75/5 (numéro de vente : E.83.I.18) et E/CONF.75/7/Add.1 (numéro de vente : E/F.86.I.11) pour la dixième Conférence; E/CONF.78/4 (numéro de vente : E.87.I.13) et E/CONF.78/4/Add.1 (numéro de vente : E/F.88.I.18) pour la onzième Conférence; E/CONF.83/3 (numéro de vente : E.91.I.42) et E/CONF.87/3 (numéro de vente : E/F.94.I.11) pour la douzième Conférence; E/CONF.87/3 (numéro de vente : E.94.I.19) et E/CONF.87/3/Add.1 (à paraître) pour la treizième Conférence; et E/CONF.89/5 (numéro de vente : E.97.I.12) pour la quatorzième Conférence.

E/CONF.92/1

PUBLICATION DES NATIONS UNIES
Numéro de vente : 01.I.2

ISBN 92-1-200250-1

Copyright © Nations Unies 2000
Tous droits réservés

Imprimé par la Section de la reproduction de l'Organisation des Nations Unies, New York

TABLE DES MATIÈRES

	paragrap	pages
I. Organisation de la Conférence	1-16	1
A. Mandat	1	1
B. Cérémonie de bienvenue	2	1
C. Ouverture de la Conférence	3	1
D. Élection du Président	4-5	
E. Élection des autres membres du Bureau	6	1
F. Objectifs de la Conférence	7	1
G. Adoption du règlement interne	8	2
H. Adoption de l'ordre du jour	9	2
I. Création des commissions et élection des présidents et des rapporteurs ..	10-12	3
J. Organisation des travaux	13	3
K. Documentation	14	3
L. Rapport sur la vérification des pouvoirs	15	4
M. Participants	16	4
II. Session plénière	17-59	5
III. Travaux de la Commission I (Cadastr	60-62	11
IV. Travaux de la Commission II (Géodés	63-74	13
A. Travaux de la période précédente	64-69	13
1. Réseau géodésique régional précis	64-65	13
2. Etablissement de liens entre données locales et régionales	66-67	13
3. Systèmes de référence verticaux régionaux	68-69	14
B. Questions relatives à la campagne géodésique régionale	70	14
C. Nouveaux projets 2000-2003	71-73	14
D. Elaboration du plan de travail 2000-2003	74	15
V. Travaux de la Commission III (Données fondamentales)	75-87	16
A. Orientations	77-79	16
B. Données fondamentales	80-82	16
Les projets actuellement entrepris par l'Université de Melbourne	80	17
2. Rapport sur la série de données concernant le prototype PETIT. Enseignements utiles à tirer de l'expérience européenne	81	17
3. Rapport sur le projet pilote relatif aux limites administratives, présenté par M. Glenn Johnstone	82	17
C. Noeuds de données Document présenté par le coordinateur des travaux	83-84	18
D. Applications en matière d'infrastructure des systèmes d'information géographique	85-87	17
VI. Travaux de la Commission IV (Besoins en matière de développement)	88-89	19
VII. Travaux de la Commission V (Noms géographiques)	90-91	20

VIII.	Résolutions adoptées par la Conférence	21
A.	Liste des résolutions	21
B.	Textes des résolutions	22

Annexes

I.	Ordre du jour provisoire de la seizième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique	29
II.	Liste des documents	31

I. Organisation de la Conférence

A. Mandat

1. La quinzième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique s'est tenue du 11 au 14 avril 2000 à Kuala Lumpur (Malaisie). Elle a été convoquée en application de la décision 2000/209 du Conseil économique et social datée du 4 février 2000. Pour la première fois, dans le cadre de la Conférence, était organisée la sixième réunion du Comité permanent sur l'infrastructure des systèmes d'information géographique pour l'Asie et le Pacifique.

B. Cérémonie de bienvenue

2. Le 11 avril 2000, M. Dato' Abdul Majid Mohamed (Malaisie), Président du Comité permanent sur l'infrastructure des systèmes d'information géographique pour l'Asie et le Pacifique, a pris la parole devant la Conférence. M. Amor Laaribi, représentant de la Division de statistique du Secrétariat des Nations Unies, a donné lecture d'un discours de bienvenue au nom du Directeur de la Division. M. Tan Sri Datuk Kasitah Gaddam, Ministre malaisien de l'aménagement foncier et du développement coopératif, a fait une déclaration liminaire.

C. Ouverture de la Conférence

3. La quinzième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique a été déclarée ouverte à Kuala Lumpur le 11 avril 2000 par M. Dato' Abdul Majid Mohamed, Président du Comité permanent sur l'infrastructure des systèmes d'information géographique pour l'Asie et le Pacifique.

D. Élection du Président

4. À sa première séance plénière, le 11 avril, sur proposition de M. Amor Laaribi, de la Division de statistique du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, la Conférence a élu par acclamation M. Dato' Abdul Majid Mohamed Président de la Conférence.

5. À la même séance, le Président a fait une déclaration.

E. Élection des autres membres du Bureau

6. À sa première séance plénière, la Conférence a élu les personnes suivantes par acclamation :

Vice-Président : M. Yang Kai (Chine)*
(Vice-Président du Comité permanent)

Rapporteur : M. Drew Clarke (Australie)
(Secrétaire du Comité permanent)

F. Objectifs de la Conférence

7. La Conférence a pour but premier d'offrir la possibilité aux représentants des gouvernements, aux responsables de la planification, aux scientifiques et aux experts d'Asie et du Pacifique et d'autres régions de se rencontrer et d'échanger des idées et des informations et de se consulter sur les besoins, les problèmes et l'expérience de la région dans le domaine de la cartographie et de l'information géographique, notamment sur l'enseignement et la formation, les besoins scientifiques et technologiques, les questions d'application et les avantages tirés des différentes activités. La Conférence a également pour objectif de faire le point sur l'application des résolutions adoptées par la quatorzième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique, de rendre compte de la contribution de la cartographie et de l'information géographique à la mise en œuvre d'Action 21 et des faits nouveaux dans ce domaine, et d'évaluer les progrès accomplis dans l'élaboration des infrastructures nationales des données spatiales. La Conférence examinera les rapports du Comité permanent sur ses activités depuis la quatorzième Conférence et décidera de l'orientation des activités du Comité pour les trois années à venir.

* Un poste de vice-président est resté vacant.

G. Adoption du règlement interne

8. À sa première séance plénière, la Conférence a adopté son règlement interne (E/CONF.92/INF2).

H. Adoption de l'ordre du jour

9. À sa première séance plénière, la Conférence a adopté l'ordre du jour provisoire suivant :

1. Ouverture de la Conférence.
2. Élection du Président et des autres membres du Bureau de la Conférence.
3. Objectifs de la Conférence.
4. Questions d'organisation :
 - a) Examen et adoption du règlement intérieur;
 - b) Adoption de l'ordre du jour;
 - c) Constitution de commissions techniques et élection des présidents et rapporteurs;
 - d) Organisation des travaux;
 - e) Vérification des pouvoirs des représentants à la Conférence.
5. Rapport de la Commission permanente sur l'infrastructure des systèmes d'information géographique pour l'Asie et le Pacifique.
6. Rapports des pays.
7. Rapport relatif à l'application de la résolution n° 3 adoptée par la quatorzième Conférence.
8. Rapports sur l'état de l'application des résolutions des conférences précédentes présentés par les pays, l'Organisation des Nations Unies et les organisations non gouvernementales.
9. Rapports sur les progrès réalisés en matière de levés topographiques et de cartographie en tant que contribution au règlement des problèmes nationaux, sous-régionaux, régionaux et mondiaux, notamment dans les domaines suivants :
 - a) la nouvelle infrastructure pour les données spatiales nationales et l'infrastructure pour les données spatiales de l'Asie et du Pacifique;
 - b) la gestion de l'environnement, y compris la gestion des océans et l'atténuation des effets des catastrophes;
 - c) l'accès du public aux informations et l'échange des données;

- d) la réforme foncière, la gestion du territoire, la planification et la mise en valeur des terres;
 - e) la démographie et les orientations générales en matière d'établissements humains;
 - f) la désertification et la dégradation des sols;
 - g) la mise en valeur des ressources humaines;
 - h) la sécurité de la navigation maritime et aérienne;
 - i) les autres applications des levés topographiques et de la cartographie dans le cadre de la mise en œuvre d'Action 21;
 - j) la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement et de la Déclaration de la Barbade;
 - k) les orientations générales et la gestion des activités nationales de levés topographiques et de cartographie;
 - l) le financement des activités nationales de levés topographiques et de cartographie;
 - m) la coopération technique et le transfert de technologies.
10. Examen des résultats de la Conférence.
 11. Ordre du jour provisoire de la seizième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique.
 12. Adoption du rapport de la quinzième Conférence cartographique régionale pour l'Asie et le Pacifique.

L'ordre du jour provisoire de la quinzième Conférence cartographique régionale pour l'Asie et le Pacifique figure à l'annexe I au présent rapport.

I. Création des commissions et élection des présidents et des rapporteurs

10. À sa première séance plénière, la Conférence a décidé de créer les cinq commissions techniques suivantes :

Commission I : Cadastre
 Commission II : Géodésie
 Commission III : Données fondamentales
 Commission IV : Besoins en matière de développement
 Commission V : Noms géographiques

11. À cette même séance, la Conférence a élu les présidents des cinq commissions techniques :

Commission I (Cadastre) – M. Ian Williamson (Australie), représentant de la Commission 7 de la Fédération internationale des géomètres
 Commission II (Géodésie) – M. Majid Kadir (Malaisie)
 Commission III (Données fondamentales) – M. John Estes (États-Unis d'Amérique)
 Commission IV (Besoins en matière de développement) – M. Wu Guoxiang (Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique)
 Commission V (Noms géographiques) – M. John Parker (Australie)

12. À la première séance plénière également, la Conférence a décidé d'autoriser les commissions techniques à élire leurs rapporteurs.

J. Organisation des travaux

13. À sa première séance plénière, la Conférence a approuvé le projet d'organisation des travaux figurant dans le document intitulé « Quinzième Conférence cartographique régionale des Nations Unies

pour l'Asie et le Pacifique – un pas en avant vers le développement durable », tel que modifié oralement, étant entendu que des modifications mineures pouvaient y être apportées le cas échéant.

K. Documentation

14. Une liste des documents présentés à la Conférence figure à l'annexe II du présent rapport. Les rapports techniques seront publiés après révision et correction.

L. Rapport sur la vérification des pouvoirs

15. À la cinquième séance, le 14 avril 2000, le Président de la Conférence a fait savoir que la Commission de la vérification des pouvoirs avait examiné tous les pouvoirs et avait conclu à leur bonne et due forme.

M. Participants

16. 200 représentants et observateurs de 34 pays et territoires et de 12 organisations scientifiques intergouvernementales et internationales ont assisté à la Conférence.

II. Session plénière

17. À la deuxième séance plénière, le 11 avril, M. Dato'Abdul Majid Mohamed a présenté un rapport du Conseil d'administration du Comité permanent sur l'infrastructure des systèmes d'information géographique pour l'Asie et le Pacifique (E/CONF.92/L.10) sur les activités relatives à l'infrastructure des systèmes d'information géographique menées en application des résolutions de la quatorzième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique, sur les progrès réalisés par le Comité permanent dans l'exécution de ses plans de travail et sur les activités que le Comité permanent se propose d'entreprendre.

18. À la même séance, M. Rudolph Matindas (Indonésie), Président du Groupe de travail I « Réseau géodésique régional » du Comité permanent, a présenté un rapport du Groupe (E/CONF.92/L.11) sur les résultats obtenus ces trois dernières années dans la mise en place d'un réseau géodésique commun pour la région de l'Asie et du Pacifique, qui serait à la base de l'infrastructure des systèmes d'information géographique régionaux.

19. À la même séance, M. Peter Holland (Australie), Président du Groupe de travail II « Données fondamentales régionales », a présenté un rapport du Groupe (E/CONF.92/L.12) sur les activités relatives aux données fondamentales régionales et l'établissement de mécanismes d'échange de données. Un projet pilote traitant des limites administratives a été lancé. Il a été proposé d'entreprendre des activités dans les domaines suivants : mise au point d'une politique concernant l'échange des données, fourniture d'une assistance à l'infrastructure nationale de données spatiales et définition plus précise des systèmes d'échange de données et des métadonnées.

20. À cette même séance, M. Drew Clarke, Secrétaire du Comité permanent, a présenté un rapport du Groupe spécial sur les besoins en matière de développement (E/CONF.92/L.14) concernant les activités relatives à l'infrastructure des systèmes d'information géographique et les questions institutionnelles relatives à la stratégie de l'infrastructure de données spatiales pour l'Afrique et le Pacifique, l'évaluation des besoins nationaux en matière de développement de l'infrastructure de données spatiales et l'élaboration d'un glossaire terminologique. Un certain nombre de priorités ont été recensées en ce qui concerne les politiques et programmes relatifs à l'infrastructure nationale des données spatiales, la géodésie, les normes relatives aux systèmes d'information géographique, la coordination, les systèmes cadastraux et la cartographie numérique.

21. À cette même deuxième séance plénière, M. Mohamed a rendu compte devant la Conférence, de l'état d'application des résolutions de la quatorzième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique et a présenté un prototype de mécanisme de suivi qui serait extrêmement utile pour suivre l'application des résolutions adoptées par les conférences.

22. À la même séance, M. Drew Clarke, Secrétaire du Comité permanent, a fait une déclaration sur l'état de la présentation des rapports nationaux. Quatorze des pays représentés à la Conférence ont présenté des rapports nationaux, dont 13 rapports de pays d'Asie et du Pacifique (Australie, Brunéi Darussalam, Chine, Fédération de Russie, Fidji, Inde, Indonésie, Japon, Mongolie, Nouvelle-Zélande, République de Corée, Singapour et Thaïlande) et un rapport de l'Allemagne (voir annexe II). Au vu de ces rapports, les principales tendances observables dans la région de l'Asie et du Pacifique sont les suivantes : a) les progrès réalisés en ce qui concerne l'adoption et la reconnaissance du concept d'infrastructure de données spatiales, l'accélération de la mise en œuvre des programmes dans ce domaine, et la participation de nombreux pays à des infrastructures régionales et mondiales; b) le renforcement de la communication et de la coopération entre les pays de la région en vue de l'acquisition et du partage des données spatiales, par l'intermédiaire des activités du Comité permanent. de l'infrastructure des systèmes d'information géographique pour l'Asie et le Pacifique.

23. À la troisième séance plénière, le 12 avril, M. Derek Clarke, Président du Comité directeur pour l'infrastructure mondiale de données spatiales, a présenté un document intitulé « L'infrastructure mondiale

de données spatiales et les pays émergents – difficultés et possibilités de la coopération mondiale » (CONF.92/BP.2). Ce document met en évidence les liens étroits entre les problèmes d'information géographique aux niveaux national, régional et mondial. Parmi les questions de développement, nombreuses sont celles qui transcendent les frontières nationales et régionales, et les pays ont tout à gagner à coopérer entre eux. En outre, les initiatives et les programmes ne pourront être efficaces que moyennant la participation sans réserve des pays membres aux niveaux national et régional. Pour participer au mieux à la communauté de l'infrastructure mondiale de données spatiales, les pays en développement doivent tout d'abord créer, pour ces données, une infrastructure nationale qui pourra ensuite être fusionnée avec les modèles régionaux et mondiaux. Parmi les difficultés auxquelles sont confrontés les pays en développement, l'accent a été mis sur le renforcement institutionnel des organismes cartographiques nationaux, avec le soutien financier de bailleurs de fonds.

24. À la même séance, M. John E. Estes, Président du Comité directeur international pour la cartographie mondiale, a présenté un document intitulé « Le Comité directeur international pour la cartographie mondiale : état d'avancement des travaux, projets futurs et défis à relever » (E/CONF.92/BP.3). Il a informé la Conférence des projets et des difficultés présents et futurs du projet de cartographie mondiale. Il a exposé les raisons qui ont conduit à l'adoption de l'échelle 1:1 000 000 et de la résolution de 1 kilomètre. L'accent a été mis sur la difficulté double qui consiste à démontrer que les données mondiales sont importantes au niveau local, et vice versa. Ce qui rend à ce point unique le produit du projet de cartographie mondiale, c'est le niveau croissant de participation active des organismes cartographiques nationaux.

25. Toujours à la troisième séance plénière, M. Ian P. Williamson, Chef du Département de géomatique de l'Université de Melbourne, a présenté un document intitulé « Déclaration de Bathurst de l'Organisation des Nations Unies et de la Fédération internationale des géomètres sur l'administration foncière et le développement durable – le rôle des infrastructures de données spatiales » (E/CONF.92/BP.4). Il a informé la Conférence que les infrastructures de données spatiales constituent un élément clé de l'infrastructure de l'administration foncière, mais que ce sont les besoins des entreprises qui doivent être le moteur de leur développement. Il a affirmé que le cadastre à usages multiples représente l'avenir, et qu'à défaut de système de gestion foncière, le développement durable n'est qu'un vain mot.

26. À cette même séance, M. Santiago Borrero-Mutis, Président du Comité permanent sur l'infrastructure de données spatiales pour les Amériques, a présenté un document intitulé « Création d'un comité permanent des Nations Unies des systèmes d'information géographique pour les Amériques » (E/CONF.92/BP.5). Il a informé la Conférence au sujet du processus de trois ans qui avait débouché sur sa création en février 2000 et au sujet du rôle de ce comité et de la perspective adoptée par celui-ci. Par ailleurs, il a fait part d'une enquête récente démontrant à quel point l'Amérique latine diffère des autres régions du monde, puis des difficultés auxquelles se heurte le comité pour appuyer le développement de l'infrastructure de données spatiales dans cette région.

27. Toujours à la troisième séance plénière, M. John Parker, précédent Président de la Division Asie Sud-Est/Pacifique Sud-Ouest du Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques, a présenté un document intitulé « Les noms géographiques et l'infrastructure de données spatiales pour l'Asie et le Pacifique » (E/CONF.92/BP.6). Il a informé la Conférence du rôle et des liens des noms géographiques au sein de l'infrastructure de données spatiales pour l'Asie et le Pacifique, des avantages que présente l'utilisation cohérente de noms, et de la possibilité qu'offre le Comité permanent sur l'infrastructure des systèmes d'information géographique pour l'Asie et le Pacifique de fournir un fondement pour les noms géographiques dans toute la région.

28. À la même séance, M. Wu Guoxiang, Chef de la section des applications techniques spatiales de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), a présenté un document intitulé « Le rôle du Programme régional pour les applications des techniques spatiales au développement durable dans l'infrastructure de données spatiales pour l'Asie et le Pacifique » (E/CONF.92/BP.7). Le représentant de la CESAP a fait rapport sur les activités du Programme régional pour les applications des

techniques spatiales au développement durable (PRORESpace) qui concernent les méthodes d'acquisition et d'actualisation de données par télédétection, les applications intégrées des systèmes d'information géographique, et la télédétection pour la gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement. Il a insisté sur le rôle des applications spatiales dans la mise en place et le soutien d'une infrastructure régionale de données spatiales et sur le soutien à une éducation et une formation orientée vers la constitution de capacités nationales.

29. À la quatrième séance plénière, M. Robert Foster, Président de la Fédération internationale des géomètres (FIG), a présenté un document intitulé « Problèmes de levés topographiques et défis à relever au XXI^e siècle » (E/CONF.92/BP.8). Il a fourni une description exhaustive du rôle des levés topographiques dans le développement de la mondialisation en général et dans l'infrastructure de l'information géographique en particulier. Par exemple, la FIG pourrait jouer le rôle de facilitateur entre les organismes des Nations Unies et les autres organisations qui concernent le domaine de l'information géographique.

30. À la même séance, M. Bengt Rystedt, Président de l'Association cartographique internationale, a présenté un document intitulé « Dernières évolutions en matière de cartographie et défis à relever » (E/CONF.92/BP.9). Il a mis l'accent sur les défis essentiels auxquels est confrontée la cartographie et sur la voie à suivre afin qu'elle joue son rôle dans le soutien aux infrastructures de données spatiales. Il a affirmé que le cartographe classique devait entrer dans la sphère professionnelle et devenir un courtier en informations spatiales. Il a présenté par ailleurs les événements et les projets futurs de l'ACI.

31. À la quatrième séance également, M. John Manning, Président de la sous-commission de l'Asie du Sud et du Pacifique de l'Association internationale de géodésie (AIG), a présenté un document intitulé « Le rôle de l'AIG dans le renforcement de la densité des réseaux géodésiques mondiaux » (E/CONF.92/BP.10). Une description exhaustive des activités de l'AIG montre sa volonté affirmée d'apporter son aide aux travaux à caractère géodésique dans les pays en développement, dans les limites des ressources de ceux-ci, et de créer une infrastructure géodésique mondiale homogène. Par exemple, le réseau des stations du système mondial de positionnements (GPS) offre des services et des produits importants qui intéressent directement la communauté Asie-Pacifique, en particulier en vue d'accroître la densité des réseaux géodésiques régionaux compatibles à intégrer dans les infrastructures de données spatiales. L'AIG appuie par ailleurs les travaux du groupe de travail sur les réseaux régionaux pour l'Asie et le Pacifique, du Comité permanent sur l'infrastructure des systèmes d'information géographique pour l'Asie et le Pacifique.

32. À cette même séance, M. Richard Groot, de l'Institut international de levés aérospatiaux et sciences de la terre (ITC), a présenté un document intitulé « Constitution en société des organismes cartographiques nationaux » (E/CONF.92/BP.11). Ce document aborde un problème fondamental lié au réexamen de la mission des organismes cartographiques nationaux, qui sont pris entre deux feux suite aux évolutions et aux modifications récentes résultant des technologies nouvelles dans le domaine de l'information et des communications et à l'apparition du concept de l'informatique géographique. Les organismes cartographiques nationaux sont confrontés aujourd'hui à un monopole naturel nouveau en ce qui concerne la privatisation et les produits à valeur ajoutée, la concurrence économique et les problèmes d'efficacité. Ces organismes doivent, pour rester utiles, participer à la composante non monopolistique du marché de la valeur ajoutée.

33. À la quatrième séance plénière encore, M. Frank Byamugisha, directeur de l'Unité du secteur des ressources rurales et naturelles du Groupe de recherche sur le développement (Banque mondiale), a présenté un document intitulé « Le soutien de la Banque mondiale aux projets de gestion des terres dans les pays en développement : expériences et implications pour la coopération internationale » (E/CONF.92/BP.12). Ce document décrit les motifs pour lesquels la Banque mondiale a apporté une aide aux projets et aux politiques de réforme foncière dans les pays passant d'un système d'économie planifiée à un système d'économie de marché ainsi que dans d'autres pays en développement. Les enseignements que la Banque a tirés de ces expériences et leurs conséquences pour la coopération internationale sont

également décrits. Il faut développer le partage des données spatiales (y compris les données cadastrales) aux niveaux national et international de même que les meilleures pratiques de conception et de mise en œuvre des projets d'administration des terres.

34. À la même séance, M. Shoichi Matsumura, de l'Institut japonais des levés géographiques, a présenté un document intitulé « Le rôle de l'information géographique dans les programmes de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) dans la région Asie-Pacifique » (E/CONF.92/BP.13). Ce document présente une description des programmes de coopération technique du JICA et note la demande croissante de développement des SIG. Le JICA a affirmé sa volonté de continuer à aider les pays en développement de la région Asie-Pacifique par le biais des programmes d'information géographique.

35. À cette même quatrième séance plénière, M. Jeu Mataroa, du Ministère des Travaux, de l'Energie et de la Planification physique des Iles Cook, a présenté un document intitulé « Développement des SIG et défis à relever dans les nations insulaires du Pacifique » (E/CONF.92/BP.14). Le représentant des Iles Cook, un petit pays insulaire du Pacifique, a remercié les Nations Unies de l'occasion donnée à son pays de participer et de contribuer à la Conférence. Il a fait rapport sur l'atelier relatif à la région du Pacifique, organisé par le Comité permanent sur l'infrastructure des systèmes d'information géographique pour l'Asie et le Pacifique, qui s'est tenu à Suva (Fidji) du 22 au 25 mars 1999 sous l'égide de l'Australie et auquel ont participé 15 pays (sur les 19 pays insulaires du Pacifique). Il a signalé la création, au sein du Comité permanent sur l'infrastructure des systèmes d'information géographique pour l'Asie et le Pacifique, du groupe du Pacifique regroupant 19 membres. Il a également fait rapport sur les besoins et les priorités du groupe du Pacifique en matière de développement, notamment le renforcement des institutions, l'élargissement de la géodésie régionale à tous les pays membres du Pacifique, et les exigences en matière de bibliothèque de données de télédétection.

36. À sa cinquième séance plénière, le 14 avril, la Conférence a pris note des rapports des commissions techniques et décidé que les résumés des rapports seraient intégrés au rapport final de la Conférence.

37. À cette même séance, M. Ian Williamson (Australie), Président de la Commission I (Cadastré), a présenté un projet de résolution (E/CONF.92/L.39) intitulé « Déclaration de Bathurst sur l'administration des terres en vue du développement durable », qui a été présenté à la suite de certaines consultations informelles.

38. À sa cinquième séance plénière, la Conférence a adopté le projet de résolution E/CONF.92/L.39, tel que modifié oralement (voir chapitre VIII, section B).

39. À cette même séance, M. Williamson a présenté un projet de résolution (E/CONF.92/L.40) intitulé « Création d'un groupe de travail sur le cadastre », qui a été présenté à la suite de certaines consultations informelles.

40. Toujours à la cinquième séance plénière, suite aux déclarations des représentants de la Chine, de l'Australie et des Philippines, la Conférence a adopté le projet de résolution E/CONF.92/L.40, tel que modifié oralement (voir chapitre VIII, section B).

41. À la même séance plénière, M. Williamson a présenté un projet de résolution (E/CONF.92/L.41) intitulé « Aspects économiques des programmes modernes de levés topographiques, de cartographie, d'infrastructure pour les données géospaciales et d'administration des terres », qui a été présenté à la suite de certaines consultations informelles.

42. Egalement à sa cinquième séance plénière, suite à certaines déclarations des représentants de la Chine, de l'Australie, du Brunéi Darussalam, de l'Inde et de l'Allemagne, la Conférence a adopté le projet de résolution E/CONF.92/L.41, tel que modifié oralement (voir chapitre VIII, section B).

43. À la même séance, M. Majid Kadir (Malaisie), Président de la Commission II (Géodésie), a présenté un projet de résolution (E/CONF.92/L.38) intitulé « Infrastructure géodésique régionale ».
44. Également à sa cinquième séance plénière, suite à une déclaration du représentant de la République islamique d'Iran, la Conférence a adopté le projet de résolution E/CONF.92/L.38, tel que modifié oralement (voir chapitre VIII, section B).
45. À cette même séance, M. Saeid Noori-Bushehri (République islamique d'Iran), rapporteur de la Commission III (Données fondamentales), a présenté un projet de résolution (E/CONF.92/L.36) intitulé « Données fondamentales ».
46. Également à sa cinquième séance plénière, suite à une déclaration du représentant du Népal, la Conférence a adopté le projet de résolution E/CONF.92/L.36, tel que modifié oralement (voir chapitre VIII, section B).
47. À cette même séance, M. Keu Mataroa (Iles Cook), rapporteur de la Commission IV (Besoins en matière de développement), a présenté un projet de résolution (E/CONF.92/L.37) intitulé « Renforcement des institutions ».
48. À sa cinquième séance plénière également, suite aux déclarations des représentants de la Fédération de Russie, de l'Allemagne et de l'Australie, la Conférence a adopté le projet de résolution E/CONF.92/L.37, tel que modifié oralement (voir chapitre VIII, section B).
49. À cette même séance, M. John Parker (Australie), rapporteur de la Commission V (Noms géographiques), a présenté un projet de résolution (E/CONF.92/L.42) intitulé « Promotion de programmes nationaux et régionaux de normalisation des noms géographiques ».
50. À sa cinquième séance plénière encore, la Conférence a adopté le projet de résolution E/CONF.92/L.42 (voir chapitre VIII, section B).
51. À la même séance, M. Santiago Borrero Mutis (Colombie) a présenté un projet de résolution (E/CONF.92/L.43) intitulé « Coopération avec l'initiative des Nations Unies concernant la base de données géographiques ».
52. À sa cinquième séance plénière toujours, la Conférence a adopté le projet de résolution E/CONF.92/L.43 (voir chapitre VIII, section B).
53. À la même séance, M. Drew Clarke, Secrétaire du Comité permanent, a présenté un projet de résolution (E/CONF.92/L.44) intitulé « Motion de remerciements ».
54. Toujours à sa cinquième séance plénière, la Conférence a adopté le projet de résolution E/CONF.92/L.44 (voir chapitre VIII, section B).
55. À la même séance, M. Drew Clarke, Secrétaire du Comité permanent, a présenté un projet de résolution (E/CONF.92/L.35) intitulé « Ordre du jour provisoire de la seizième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique ».
56. À la cinquième séance plénière encore, la Conférence a adopté le projet de résolution E/CONF.92/L.43 (voir annexe I).
57. À cette même séance, M. Drew Clarke, rapporteur de la Conférence, a présenté le projet de rapport de la quinzième Conférence cartographique régionale des Nations Unies (E/CONF.92/L.34).

58. Toujours à sa cinquième séance plénière, la Conférence a adopté le projet de résolution E/CONF.92/L.34 et autorisé le rapporteur à en rédiger la version définitive en concertation avec le Président et le Vice-Président, en y intégrant les actes de la réunion.

59. À cette même séance, le Président a fait une déclaration finale.

III. Travaux de la Commission I (Cadastré)

60. À la cinquième séance plénière, le 14 avril 2000, M. Ian Williamson (Australie), Président de la Commission I (Cadastré), a présenté le rapport oral de la commission. L'atelier Cadastré a principalement examiné les questions suivantes :

- a) l'importance du renforcement de la prise de conscience, par les pouvoirs publics et la société en général, des questions liées à l'administration du cadastré et à la gestion des terres;
- b) la nécessité d'étudier les implications économiques de la réforme des cadastrés et des systèmes d'administration des terres;
- c) l'importance de la participation des communautés locales à la réforme du cadastré;
- d) la nécessité d'évaluer de façon précise les rapports entre systèmes cadastrés et développement durable;
- e) la nécessité d'évaluer de façon précise la performance des systèmes cadastrés et d'administration des terres;
- f) la prise de conscience nécessaire des problèmes posés par l'intégration des données cadastrales et topographiques au niveau national;
- g) la nécessité de veiller, lors de l'élaboration des normes de l'Organisation internationale de normalisation, à faire en sorte que celles-ci ne soient pas manifestement influencées par des questions d'ordre local.

61. L'atelier avait pour objectifs de créer, au sein du Comité permanent sur l'infrastructure des systèmes d'information géographique pour l'Asie et le Pacifique, un groupe de travail sur le cadastré afin de garantir en permanence que le cadastré et l'administration des terres restent au centre des préoccupations et que le soutien aux activités qui s'y rapportent soit assuré, et de mettre au point un plan de travail pour la période 2000 à 2003. Afin de justifier la création d'un groupe de travail sur le cadastré, l'atelier :

- a) a passé en revue les activités récentes de la Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique :
 - la treizième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (Beijing);
 - la quatorzième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (Bangkok);
 - la Déclaration de Bogor (Fédération internationale des géomètres/Organisation des Nations Unies) sur la réforme cadastrale;
 - la déclaration de Bathurst (Fédération internationale des géomètres/Organisation des Nations Unies) sur l'administration des terres et le développement durable;
- b) a examiné les activités de la Réunion de fonctionnaires responsables de l'administration des biens fonciers, créée au sein de Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE);
- c) a passé en revue les activités de la Commission 7 (Cadastré et gestion des terres) de la Fédération internationale des géomètres;
 - Déclaration relative au cadastré;
 - Cadastre 2014;
 - Plan de travail 1994-1998;
 - Plan de travail 1998-2002;
- d) a examiné les activités cadastrales et d'administration des terres des Etats membres dans la région Asie-Pacifique :
 - projets en matière d'attribution des titres de propriété et d'administration des terres;
 - intégration des fichiers cadastrés et topographiques dans les infrastructures nationales de données spatiales;

- automatisation des systèmes cadastraux;
 - création de couches cadastrales nationales à l'intérieur des systèmes nationaux de données spatiales (y compris les propriétés et les adresses) et, en particulier, les activités des organismes publics de cartographie australiens;
- e) a étudié la justification et les besoins des Etats membres quant à la priorité à accorder au cadastre et à l'administration des terres dans la Conférence cartographique régionale des Nations Unies et le Comité permanent sur l'infrastructure des systèmes d'information géographique pour l'Asie et le Pacifique, notamment :
- la nécessité de mettre en commun les expériences en matière de réforme cadastrale;
 - la nécessité de justifier les infrastructures cadastrales et d'administration des terres dans le cadre du soutien au développement durable;
 - l'accent mis sur la mise en œuvre des recommandations de la Déclaration de Bathurst (Fédération internationale des géomètres/Organisation des Nations Unies) sur l'administration des terres et le développement durable.

62. L'atelier a produit les résultats suivants :

- a) l'atelier a convenu de proposer au Comité permanent sur l'infrastructure des systèmes d'information géographique pour l'Asie et le Pacifique la création d'un groupe de travail sur le cadastre;
- b) huit personnes de Malaisie, d'Australie, de l'Inde, des Fidji et de la Nouvelle-Zélande ont accepté de participer aux activités du groupe de travail;
- c) l'atelier a convenu de proposer, au Comité permanent sur l'infrastructure des systèmes d'information géographique pour l'Asie et le Pacifique et à la Conférence cartographique régionale des Nations Unies, une résolution approuvant la Déclaration de Bathurst (Fédération internationale des géomètres/Organisation des Nations Unies) .

IV. Travaux de la Commission II (Géodésie)

63. À la cinquième séance plénière, le 14 avril 2000, M. Majid Kadir (Malaisie), Président de la Commission II (Géodésie), a présenté le rapport oral de la commission. Celle-ci a examiné les questions suivantes au cours de ses travaux :

- a) examen des travaux de la période précédente;
- b) points de la campagne géodésique régionale;
- c) nouveaux projets pour 2000-2003;
- d) développement du plan de travail pour 2000-2003.

A. Travaux de la période précédente

1. Réseau géodésique régional précis.

64. Ce projet poursuit les objectifs suivants :

- fixation de valeurs de positionnement à l'intérieur d'un cadre de référence mondial en vue de la création d'un réseau fondamental de stations géodésiques permanentes couvrant l'ensemble de la région Asie-Pacifique;
- mise au point de stratégies pour l'intégration de stations permanentes supplémentaires;
- alimentation en données du Service international de la rotation de la Terre (IERS), du Service international pour la géodynamique (IGS) et du Service international de télémétrie laser (ILRS).

65. M. John Manning a informé les participants à la séance des progrès excellents accomplis par le groupe de travail I du Comité permanent sur l'infrastructure des systèmes d'information géographique pour l'Asie et le Pacifique en ce qui concerne la mise en place du réseau géodésique régional précis pour l'infrastructure des systèmes d'information géographique pour la région Asie-Pacifique. Le réseau a été mis en place au cours de deux campagnes du système mondial de positionnements (GPS) : le projet géodésique régional Asie-Pacifique de 1997 et le projet géodésique régional Asie-Pacifique de 1998. Lors de ces deux campagnes d'observation, un certain nombre de techniques ont été utilisées, notamment le système mondial de positionnements (GPS) DORIS (Détermination Doppler d'orbite et radiolocalisation intégrées par satellite); la télémétrie laser par satellite (SLR), et l'interféromètre à très grande base (VLBI). Les données du système mondial de positionnements ont été traitées par l'Australie, le Japon, la Chine, l'Indonésie et la Malaisie. Ces deux campagnes ont produit des résultats importants et permis un certain niveau de transfert de technologie pour les participants. La campagne du projet géodésique régional Asie-Pacifique de 1999 a été exécutée avec succès et les données seront traitées et présentées à l'atelier organisé en Mongolie en août 2000.

2. Etablissement de liens entre données locales et régionales.

66. Ce projet poursuit les objectifs suivants :

- établissement de liens entre les données géodésiques nationales, de manière à pouvoir facilement rassembler toutes les données spatiales des différents pays en une infrastructure régionale uniforme de données spatiales aux fins du système mondial de positionnements. Les campagnes du système mondial de positionnements sur le terrain contribueront à relier les différents réseaux au système de référence régional;
- facilitation de la mise au point de paramètres de transformation appropriés pour la conversion des données spatiales provenant des bases de données des différents pays en une infrastructure de données spatiales régionale.

67. Le groupe de travail I du Comité permanent sur l'infrastructure des systèmes d'information géographique pour l'Asie et le Pacifique a effectué les activités suivantes :

- campagne d'observation mise en œuvre avec le système mondial de positionnements, l'interféromètre à très grande base, la télémétrie laser par satellite et la détermination Doppler d'orbite et radiolocalisation intégrées par satellite;
- campagne d'observation avec une bonne participation de 15 pays;
- traitement de données du système mondial de positionnements et résultats transmis au Service international de la rotation de la Terre pour intégration dans le Cadre international de référence terrestre 2000;
- présentation de documents concernant la transformation, établis par l'Iran et l'Australie et publiés dans les actes du deuxième atelier.

3. Systèmes de référence verticaux régionaux.

68. L'objectif de ce projet est la

- mise au point d'une stratégie pour les données verticales régionales les mieux appropriées, à appliquer dans la région de l'Asie et du Pacifique.

Il sera nécessaire à cet effet d'examiner quelle est l'approche la mieux appropriée d'un géoïde optimal sans couture et d'étudier la notion d'adoption d'un ellipsoïde de référence en vue de relier les différents systèmes de référence à un système de référence régional.

69. Le groupe de travail I a effectué les activités suivantes :

- présentation, au deuxième atelier, d'un document établi par la République islamique d'Iran, mettant en évidence la nécessité d'inclure les observations du système mondial de positionnements dans un certain nombre de marégraphes en vue de leur intégration dans la campagne régionale en 2000;
- point relatif à la communication permanente.

B. Questions relatives à la campagne géodésique régionale

70. Les points relatifs à la campagne géodésique régionale sont les suivants :

a) état d'avancement du projet géodésique régional Asie-Pacifique de 1999 : les participants à la séance ont été informés que les données de la campagne du système mondial de positionnements seraient diffusées à bref délai aux pays membres. Le retard est dû au temps nécessaire pour inclure les données de 10 stations de la République islamique d'Iran. Les solutions retenues pour le projet géodésique régional Asie-Pacifique de 1999 seront examinées au troisième atelier régional en Mongolie;

b) troisième atelier régional en Mongolie : les délégués mongoliens ont informé les participants à la séance des préparatifs qui ont été faits, notamment le lieu de l'atelier, les renseignements pour le voyage, les activités prévues;

c) systèmes de référence géocentriques : M. Matsumura, de l'Institut des relevés géographiques du Japon, a informé les participants à la séance au sujet du système de référence géocentrique du Japon.

C. Nouveaux projets 2000-2003

71. Les participants à la séance ont convenu de réaliser les divers projets suivants :

- mise en place d'un système de référence géodésique vertical régional : l'Indonésie a accepté de prendre la direction de ce projet;

- amélioration d'une infrastructure géodésique régionale par le biais de la campagne coopérative annuelle.

72. Les participants à la séance ont convenu de lancer la campagne du projet géodésique régional Asie-Pacifique de 2000 en octobre/novembre 2000, pour 2001 et 2002. Cette campagne comprend notamment les activités suivantes :

- a) amélioration du géoïde régional : étude des points faibles des données concernant la gravité terrestre (relative) et définition d'un plan de travail pour les besoins supplémentaires d'observation débouchant sur un géoïde régional amélioré : la Malaisie a accepté de prendre la direction de ce projet;
- b) application du système de référence gravimétrique : élaboration d'une proposition de campagne régionale d'observation sur la gravimétrie en vue de relier les réseaux de gravité relative aux cadres de référence de la gravité : le Japon a accepté de prendre la direction de ce projet.

73. Autres projets :

- mise au point de paramètres de transformation pour les données spatiales : examen de diverses stratégies existantes en matière de transformation et proposition de stratégies appropriées pour la mise en œuvre : la Chine a accepté de prendre la direction de ce projet;
- transfert des technologies géodésiques aux nations insulaires du Pacifique : les Fidji ont accepté de prendre la direction de ce projet.

D. Élaboration du plan de travail 2000-2003

74. Ce plan de travail sera établi.

V. Travaux de la Commission III (Données fondamentales)

75. À la cinquième séance plénière, le 14 avril 2000, M. Saeid Noori-Busheri (République islamique d'Iran) a présenté le rapport oral de la Commission III (Données fondamentales). Les travaux de la Commission III ont concerné les points suivants :

- a) élaboration du plan de travail 2000-2003;
- b) examen du mandat;
- c) composition du groupe des données fondamentales.

76. Le plan de travail pour les 3 prochaines années porte sur :

- a) les orientations générales;
- b) les données fondamentales;
- c) les nœuds de données;
- d) les applications des systèmes d'information géographique.

A. Orientations

77. Orientations :

- politique en matière de mise en commun des données fondamentales;
- lignes directrices pour la détention des données.

78. Les pays membres du Comité permanent sur l'infrastructure des systèmes d'information géographique pour l'Asie et le Pacifique conviennent, conformément aux orientations générales, de mettre en commun de manière simple, efficace et équitable les données spatiales fondamentales en vue de résoudre des problèmes économiques, sociaux et environnementaux dans la région. Le Comité permanent définit actuellement le type de données qui relèvent de cette politique et qui sont généralement à l'échelle 1/1 000 000. Les pays membres conviennent de respecter un certain nombre de principes concernant les responsabilités des détenteurs de données, les conditions d'accès, la nature des données, les conditions à remplir, les liens avec les infrastructures nationales, régionales et mondiales de collecte de données spatiales ainsi que les questions de confidentialité, de sécurité et de propriété intellectuelle.

79. M. Peter Holland a décrit l'historique et les volets essentiels de cette politique et a mis l'accent sur le fait qu'il ne s'agissait pas uniquement d'une politique générale mais que des aspects spécifiques pourraient être ajoutés à un stade ultérieur. Il est très important que les membres sachent que la conférence a approuvé une politique sur laquelle on puisse s'appuyer. Les fichiers fondamentaux sont à l'échelle 1/1 000 000. Cette échelle a été choisie délibérément pour plusieurs raisons : diminuer la sensibilité politique en permettant l'accès aux données à faible échelle aux autres utilisateurs; assurer la conformité de la mise en commun de ces données aux niveaux mondial et régional avec des initiatives telles que la Carte mondiale et l'Infrastructure mondiale de données spatiales. Il a été signalé qu'il conviendrait de fournir les données fondamentales, en particulier dans la région du Pacifique, à une échelle beaucoup plus grande afin d'englober certaines de ces îles – à condition que les pays membres acceptent que ces données à grande échelle soient publiées. Les données relatives aux lignes de côte doivent être communiquées afin d'être utilisées dans un projet pilote visant à confronter la politique à la réalité. Les orientations générales – telles qu'elles ont été présentées à cette séance – ont été approuvées; la Fédération de Russie les a approuvées et souhaiterait également échanger des données relatives aux limites administratives avec les pays avec lesquels elle a des frontières communes. Elle a apporté son appui aux activités du groupe de travail.

B. Données fondamentales

80.

1. Les projets actuellement entrepris par l'Université de Melbourne

Il manque des réponses de pays au questionnaire technique. Le projet est toujours en cours et est utile en ce qu'il permet de mieux comprendre la position des pays membres en ce qui concerne les données fondamentales qu'ils détiennent et l'accès à celles-ci. Les participants à la séance ont recommandé la poursuite de ce projet et la publication des résultats de l'analyse, lorsque celle-ci sera terminée.

2. Rapport sur la série de données concernant le prototype PETIT. Enseignements utiles à tirer de l'expérience européenne.

Le rapport est présenté par M. Glenn Johnston.

81. M. Julian Williams a signalé qu'il pourrait être utile d'examiner les activités associées à la création de VMAP sous l'angle des enseignements à tirer de ce processus. M. Williams a indiqué par ailleurs qu'il serait intéressant d'examiner le groupe de travail sur la correspondance des bords qui a été mis en place par le réseau MEGRIN (Réseau européen d'information géographique localisée multiapplications) en vue de faire face à ce type de problèmes pour le projet PETIT (Recherche d'un modèle européen d'information topographique). La Fédération de Russie a indiqué qu'un certain nombre d'autres projets en voie d'achèvement pourraient tout aussi utilement être étudiés de manière plus approfondie, dans la mesure où ceux-ci ont connu des problèmes similaires à ceux du projet PETIT, par exemple les projets Mer de Barents et Mer Baltique. Elle a signalé par ailleurs que certains pays avaient participé aux deux initiatives et avaient fourni pour chaque projet des données différentes sur le même thème. Les participants à la séance ont approuvé le travail déjà accompli et recommandé la poursuite du projet et son élargissement à l'analyse des projets ci-dessus et de tout autre projet à caractère régional.

3. Rapport sur le projet pilote relatif aux limites administratives, présenté par M. Glenn Johnstone

82. Un rapport de l'état d'avancement a été présenté. Avant que l'analyse puisse être effectuée, il est nécessaire de disposer de données pour davantage de pays. Il s'agit d'un projet important qui fournira un retour d'information non négligeable concernant les spécifications pour les fichiers de données fondamentales et qui permettra de mettre à l'épreuve la politique en matière d'échange de ces données. L'état d'avancement du projet a été approuvé et les participants à la séance ont recommandé la poursuite du projet pilote, la collecte des données nécessaires, l'exécution de l'analyse et la présentation d'un rapport sur l'état d'avancement à la prochaine réunion du Comité permanent.

C. Nœuds de données

Document présenté par M. Jun Chen (Chine), coordinateur des travaux

83. M. Chen a présenté un résumé succinct de cette activité et a renvoyé au rapport joint au rapport d'état d'avancement du groupe de travail. Il a souhaité mentionner tout particulièrement les quatre recommandations du rapport d'état d'avancement :

- a) l'obtention de retours d'information des trois nations collaborant au projet en ce qui concerne la conception, l'amélioration du projet de conception et la démonstration du prototype de nœud créé par la Chine;
- b) l'établissement de nœuds de données candidates dans quatre pays;
- c) la mise à l'épreuve du premier nœud de données créé;

- d) la mise à disposition, si nécessaire, de services techniques pour d'autres pays en développement.

84. Les participants à la séance ont approuvé ces quatre recommandations. M. Minoru Akiyama, de l'Infrastructure des systèmes d'information géographique, a fait une présentation des activités de métadonnées et de service central d'échange au Japon. Il a été mentionné qu'il serait bon qu'un nœud multilingue soit mis en place.

D. Applications en matière d'infrastructure des systèmes d'information géographique

85. M. Aleksandrov, chef de la délégation de la Fédération de Russie, a présenté le travail accompli ces dernières années. Il a mentionné deux lois de la Fédération de Russie, l'une régissant la géographie et la géodésie, l'autre la dénomination des formations géographiques. M. Aleksandrov a signalé que la Fédération de Russie avait participé à plusieurs projets internationaux et a cité un exemple de projet à l'intérieur de la Fédération de Russie (région du lac Baïkal) qui a été exécuté conjointement avec le United States Geological Survey. La région du delta du lac Baïkal a été examinée (ainsi que deux autres régions). L'entièreté du travail a été effectuée en utilisant l'imagerie par satellite au moyen d'images remontant à 1974 présentant une résolution de cinq à sept mètres. Les participants ont pu utiliser le projet pour prévoir ce qui se passerait dans diverses régions géographiques si certains phénomènes météorologiques se produisaient. 80 pour cent environ des prédictions se sont vérifiées et les collègues de la région du Baïkal se sont déclarés surpris que tout ce travail ait pu être effectué sans se rendre dans la région. Les recommandations découlant du projet indiquaient qu'il a été possible de surveiller les activités illégales se déroulant dans la région, de suivre les modifications de la couverture végétale, de produire d'autres exemples de cartes numériques pour l'ensemble de la Fédération de Russie à l'échelle 1/1 000 000, et de recueillir des informations provenant d'autres organisations dans l'ensemble de la Fédération de Russie. Les participants à la séance ont approuvé la publication des activités de la Fédération de Russie sous la forme d'une publication du Comité permanent sur l'infrastructure des systèmes d'information géographique pour l'Asie et le Pacifique et ont noté que la Fédération de Russie rechercherait les projets similaires et ferait rapport à la séance suivante.

86. En ce qui concerne l'examen du mandat, M. Peter Holland a signalé que, dès lors que la politique en matière d'échange de données fondamentales était adoptée, l'étape suivante consistait à assurer le suivi des modifications à la lumière des expériences d'autres organisations à cet égard.

87. Les participants à la séance ont approuvé la composition du groupe de travail pour la période 2000-2003. La Chine a accepté de prolonger sa mission de coordination des travaux pour les nœuds de données pour l'infrastructure de données spatiales pour l'Asie et le Pacifique, la République islamique d'Iran a convenu de poursuivre sa tâche de coordination des travaux pour les données fondamentales, et la Fédération de Russie a accepté de diriger l'application régionale du système d'information géographique. Le suivi de la politique sera assuré par le président, le vice-président et les coordinateurs du groupe de travail.

VI. Travaux de la Commission IV (Besoins en matière de développement)

88. À la cinquième séance plénière, le 14 avril 2000, M. Keu Matarora (Iles Cook), Rapporteur de la Commission IV (Besoins en matière de développement), a présenté le rapport oral de la commission. Les principaux points examinés sont les suivants :

- a) évaluation du travail de l'ex-Équipe spéciale du Comité permanent sur les besoins en matière de développement, qui était composée de l'Australie, du Japon, de la Malaisie et de la République islamique d'Iran, en particulier :
 - (i) la publication d'un document définissant l'infrastructure régionale;
 - (ii) la recherche d'informations sur les programmes nationaux de levés topographiques et de cartographie et sur les domaines dans lesquels il existe des besoins d'aide au développement de systèmes d'information géographique, par la distribution d'un questionnaire, l'organisation d'un atelier sur la région du Pacifique, et des visites directes aux pays;
 - (iii) la préparation d'un glossaire (ou d'un dictionnaire) de termes relatifs à l'infrastructure de données spatiales;
- b) atelier pour le Pacifique organisé par le Comité permanent à Suva (Fidji) en mars 1999 en vue de faciliter l'élaboration des questionnaires envoyés aux pays de la région du Pacifique. Les participants à l'atelier ont procédé à la constitution d'un groupe chargé de veiller aux intérêts spécifiques des pays insulaires du Pacifique en ce qui concerne les systèmes d'information géographique et les faits nouveaux qui y sont liés;
- c) travaux préparatoires, notamment la traduction par la République islamique d'Iran de documents du Comité permanent concernant un atelier sur l'Asie de l'Est pour les pays russophones;
- d) aspects importants de l'enseignement et de la formation, en particulier la cohérence des programmes d'éducation et de formation et l'accès à ceux-ci;
- e) nécessité de disposer d'informations sur les programmes d'enseignement et de formation, et efforts importants consentis par la Fédération de Russie dans ce domaine;
- f) nécessité d'un groupe de travail en vue d'exécuter et d'élargir le travail de l'ex-Équipe spéciale.

89. Le Comité a également examiné la dénomination du groupe de travail envisagé. Il a convenu du titre « Groupe de travail du Comité permanent sur le renforcement des institutions ». Ce groupe de travail traiterait des domaines suivants :

- implication des membres du Comité permanent, notamment la participation aux réunions annuelles et aux ateliers des groupes de travail;
- enseignement et formation, et la nécessité de disposer d'informations concernant les programmes cohérents en la matière et de l'accès à ceux-ci;
- si nécessaires, programmes sous-régionaux pour l'Asie et le Pacifique prenant en compte la diversité de la région Asie-Pacifique. Dans le cadre de l'ex-Équipe spéciale, les quatre sous-régions étaient désignées comme suit : Asie de l'Est, Asie du Nord, Asie du Sud-Est, et Océanie et Pacifique.

VII. Travaux de la Commission V (Noms géographiques)

90. À la cinquième séance, M. John Parker (Australie), Président de la Commission V (Noms géographiques), a présenté le rapport oral de la Commission. Les points suivants, notamment, ont été examinés :

- a) contexte de la formation du Groupe d'experts des Nations Unies sur les noms géographiques ainsi que de la Conférence sur la normalisation des noms géographiques et de certains aspects de ses travaux;
- b) principes de normalisation et d'harmonisation;
- c) importance des directives toponymiques;
- d) exemples de ce que pourraient inclure les directives toponymiques;
- e) identification des pays dans les diverses divisions de la région de l'Asie et du Pacifique définies par le Groupe d'experts des Nations Unies sur les noms géographiques.

91. Un certain nombre de documents préparés par les pays et par l'ONU, donnant des exemples d'une approche type en matière de noms géographiques, de directives toponymiques et de collecte des noms sur le terrain, ont été distribués.

VIII. Résolutions adoptées par la Conférence

A. Liste des résolutions

1. **Données fondamentales**
2. **Renforcement des institutions, enseignement et formation**
3. **Infrastructure géodésique nationale**
4. **Déclaration de Bathurst sur l'administration des terres en vue du développement durable**
5. **Création d'un groupe de travail sur le cadastre**
6. **Aspects économiques des programmes modernes de levés topographiques, de cartographie, d'infrastructure pour les données géospatiales et d'administration des terres**
7. **Promotion de programmes nationaux et régionaux de normalisation des noms géographiques**
8. **Coopération avec l'initiative des Nations Unies concernant la base de données géographiques**
9. **Motion de remerciements**

B. Textes des résolutions

1. Données fondamentales

La Conférence,

Prenant acte des progrès accomplis depuis trois ans par le Groupe de travail sur les données régionales essentielles du Comité permanent sur l'infrastructure des systèmes d'information géographique pour l'Asie et le Pacifique en ce qui concerne les projets d'infrastructure des systèmes de données spatiales (ou d'information géographique),

1. *Souscrit* à la politique de mise en commun des données essentielles proposée lors de la réunion;
2. *Recommande* que le Groupe de travail sur les données régionales essentielles du Comité permanent poursuive ses travaux;
3. *Invite* le groupe de travail à élaborer un plan de travail comprenant les objectifs suivants :
 - a) Mettre au point un système de suivi de la politique de mise en commun des données essentielles qui tienne compte à la fois des nouvelles politiques adoptées par les États membres et des initiatives prises au niveau régional;
 - b) Achever l'analyse des réponses au questionnaire technique sur les données essentielles et en publier les résultats;
 - c) Achever le projet pilote relatif à un fichier des limites administratives;
 - d) Achever l'analyse des fichiers de données régionales essentielles qui sont élaborées dans d'autres régions, notamment dans la région de la mer de Barents et de la mer Baltique en Europe;
 - e) Établir les spécifications des fichiers de données régionales essentielles et un plan d'application;
 - f) Achever le projet pilote de nœud de données de l'infrastructure des systèmes de données spatiales pour l'Asie et le Pacifique;
 - g) Établir les spécifications d'un réseau de nœuds de données pour la région, ainsi qu'un plan d'application, en mettant l'accent sur les métadonnées, les dictionnaires de données et les centres d'échange d'informations;
 - h) Diffuser les résultats du projet expérimental de système d'information géographique mis au point par la Russie et lancer de nouveaux projets expérimentaux dans ce domaine pour aider les organismes qui participent au développement de l'infrastructure de systèmes de données spatiales dans la région;
 - i) Établir des liens avec les organismes de normalisation tels que le Comité technique de l'Organisation internationale de normalisation (ISO TC211) et le Consortium ouvert de systèmes d'information géographique, et mettre au point un programme de séminaires techniques afin de faire participer des chercheurs et toutes autres parties prenantes aux activités du Groupe de travail.

2. Renforcement institutionnel, éducation et formation

La Conférence

Notant les progrès importants accomplis depuis sa création en 1998 par le groupe de travail spécial des besoins de développement du Comité permanent sur l'infrastructure des systèmes d'information géographique pour l'Asie et le Pacifique et la nécessité d'entreprendre les tâches qui demeurent inscrites à son plan de travail,

Notant en outre la diversité de la région de l'Asie et du Pacifique,

Notant également que des niveaux minimaux de création de capacités, d'éducation et de formation sont des facteurs critiques de succès dans l'obtention de résultats durables de tous les projets relatifs à la géodésie, à la cartographie, au cadastre, à la télédétection, au système d'information géographique, aux plans d'occupation et à l'administration et l'aménagement du territoire.

Gardant à l'esprit que, du point de vue qualitatif et quantitatif, les ressources consacrées dans le monde à la création de capacités, à l'éducation et à la formation ne suffisent pas à satisfaire à la demande grandissante et manquent particulièrement dans les domaines des plans d'occupation des terres et de l'aménagement du territoire,

Constatant que de nombreux projets intéressant la géodésie, la cartographie, l'administration des titres fonciers, le cadastre et l'aménagement du territoire sont entrepris par plusieurs États membres,

Constatant en outre que les programmes et moyens d'éducation et de formation, dans la région, ne sont pas toujours compatibles et ne sont pas toujours accessibles à tous les États membres,

Recommande la formation d'un groupe de travail du Comité permanent sur l'infrastructure des systèmes d'information géographique pour l'Asie et le Pacifique sur le renforcement institutionnel qui aborderait les points suivants et élaborerait un plan de travail complet pour diffusion aux membres du Conseil, au moins un mois avant la réunion de celui-ci, au Japon, en novembre 2000.

- a) Participation des membres :
 - (i) définition des besoins de développement des membres;
 - (ii) participation aux réunions du comité permanent et aux activités de ses groupes de travail;
 - (iii) participation aux ateliers régionaux;
- b) Éducation et formation :
 - (i) recensement des moyens d'éducation et de formation (notamment les types d'enseignement, leur fréquence, leur coût et le nombre d'étudiants);
 - (ii) développement, publication et tenue à jour des bases de données sur l'éducation et la formation, dans la région;
 - (iii) étude des débouchés des étudiants après l'obtention de leur diplôme;
 - (iv) glossaire des systèmes de données spatiales;
- c) Programmes sous-régionaux :
 - (i) Groupe du Pacifique (renforcement institutionnel, géodésie à l'échelle régionale, base de données sur la télédétection);
 - (ii) atelier pour l'Asie de l'Ouest;
 - (iii) activités de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE).

3. Infrastructure régionale des systèmes géodésiques

La Conférence,

Prenant acte des progrès importants accomplis depuis trois ans dans la mise en place d'un cadre géodésique pour l'infrastructure des données spatiales;

Consciente qu'il demeure nécessaire de mettre en place une infrastructure géodésique de base pour le système d'information en Asie et dans le Pacifique et qu'il est souhaitable de réaliser diverses applications dans le domaine de la géodésie et du système d'information géographique et de promouvoir les transferts de technologies et l'échange d'informations entre les pays d'Asie et du Pacifique;

Notant qu'il importe de mettre en place, en vue de la prise de décisions en matière de développement durable, une infrastructure géodésique homogène pour l'intégration de données spatiales;

Gardant à l'esprit que les ressources financières disponibles sont limitées tout comme le matériel et les connaissances en matière d'observation et de traitement de données acquises du système mondial de positionnements,

1. *Recommande* que le Groupe de travail sur le réseau géodésique régional du Comité permanent sur l'infrastructure des systèmes d'information géographique pour l'Asie et le Pacifique poursuive ses travaux pendant les trois prochaines années, avec les priorités suivantes :

- a) établissement d'un ellipsoïde de référence;
- b) amélioration de l'infrastructure géodésique régionale grâce à des campagnes annuelles conjointes;
- c) amélioration du géoïde régional;
- d) application d'un système de référence gravimétrique;
- e) mise au point de paramètres de transformation des données spatiales;
- f) transfert de technologies géodésiques aux États insulaires du Pacifique;

2. *Recommande par ailleurs* que l'on cherche des sources de financement extérieures pour faciliter ces projets et encourager les pays de l'Asie et du Pacifique à entreprendre en commun des projets dans le domaine de la géodésie.

4. Déclaration de Bathurst sur l'administration des biens fonciers en vue du développement durable

La Conférence,

Consciente de la montée des pressions démographiques exercées sur les biens fonciers, surtout dans les zones urbaines, et sachant que les pauvres se concentrent de plus en plus dans des taudis et des colonies de squatters dans des villes qui n'en finissent pas de s'étendre, que l'inégalité des sexes quant à l'accès aux possibilités d'améliorer sa condition économique et sociale est de plus en plus évidente et que le problème de l'eau potable frôle la situation de crise, et qu'il ne faut donc pas seulement s'efforcer de répondre aux besoins de la population de la Terre en matière de nourriture, de logement et de qualité de vie, mais aussi faire en sorte que puissent être satisfaits les besoins des générations encore à naître,

Constatant que s'il n'y a pas réellement accès à la propriété il est difficile de s'attaquer aux problèmes, l'économie ne peut progresser et l'objectif du développement durable ne peut être atteint,

Se rendant compte que la précarité des droits de propriété freine l'exploitation des terrains ruraux et urbains et l'investissement dans ces terrains, et qu'elle est un obstacle à la bonne gouvernance et à l'apparition d'une société civile engagée,

Se rendant compte également du caractère essentiel de l'apport de l'administration des biens fonciers et des infrastructures des données spatiales au développement durable,

1. *Approuve* les conclusions et recommandations formulées dans la Déclaration de Bathurst sur l'administration des biens fonciers en vue du développement durable, faite par la Fédération internationale des géomètres et l'Organisation des Nations Unies,
2. *Approuve également* l'appel lancé à la communauté internationale pour qu'elle s'engage à assurer à tous les hommes et à toutes les femmes, y compris aux populations autochtones, aux pauvres et aux autres groupes désavantagés, une réelle sécurité juridique en matière de jouissance et d'accès,
3. *Approuve plus particulièrement* la recommandation selon laquelle la communauté internationale et les gouvernements devraient réduire de moitié, d'ici à l'an 2010, le nombre de personnes dans le monde qui n'ont pas réellement accès à des droits de propriété garantis.

5. Création d'un groupe de travail sur le cadastre

La Conférence,

Notant les dispositions d'Action 21¹ qui soulignaient l'importance de marchés fonciers efficaces et accessibles fondés sur des systèmes cadastraux et la mise en place de régimes d'occupation appropriés, facteurs clefs pour promouvoir un développement durable et une gestion respectueuse de l'environnement,

Reconnaissant l'intérêt que les pays membres portent au partage des données d'expérience sur les questions ayant trait au cadastre et à l'administration des biens fonciers, et en particulier au rôle que jouent les données du cadastre dans le développement des infrastructures des données spatiales,

Reconnaissant aussi les nombreux projets relatifs aux titres fonciers, au cadastre et à l'administration des biens fonciers entrepris par les pays membres,

Consciente des difficultés que les pays membres et les organismes donateurs rencontrent pour déterminer l'efficacité et l'efficience des systèmes cadastraux, des régimes d'occupation foncière et des systèmes d'administration des biens fonciers et pour apprécier leur situation dans le monde,

Ayant à l'esprit les conclusions de la Déclaration de Bathurst des Nations Unies et de la Fédération internationale de géomètres sur l'administration foncière et le développement durable, qui montrent l'importance des infrastructures cadastrales et d'administration des biens fonciers pour la promotion d'un développement durable,

Reconnaissant les difficultés reconnues que pose la mise en place des infrastructures nécessaires pour gérer l'arrangement complexe des droits, restrictions et responsabilités dans le cadre du cadastre maritime,

¹ *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992, vol. I, Résolutions adoptées par la Conférence* (publication des Nations Unies, n° de vente E.93.I.8 et corrigendum), résolution I, annexe II.

1. *Recommande* que le Comité permanent sur l'infrastructure des systèmes d'information géographique (SIG) pour l'Asie et le Pacifique crée un groupe de travail sur le cadastre;

2. *Recommande aussi* que le Groupe de travail sur le cadastre relevant du Comité permanent sur l'infrastructure des SIG pour l'Asie et le Pacifique, avec l'aide de l'Organisation des Nations Unies dans les limites des ressources disponibles et avec l'assistance spécialisée des organismes compétents tels que la Fédération internationale des géomètres (FIG) et l'Organisation hydrographique internationale, entreprenne le plan de travail ci-après pour la période 2000-2003 en vue :

a) de faciliter un atelier sur les cadastres maritimes, tout en mettant l'accent sur les questions que devront aborder les pays ayant déposé une réclamation en vertu de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, pour développer leur capacité de mettre en place des infrastructures d'administration appropriées pour gérer les ressources marines;²

b) d'entreprendre l'étude sur les questions ayant trait à l'administration des biens fonciers dans le monde, telles que les diverses questions relatives aux régimes fonciers et aux institutions, à l'eau, aux droits autochtones, aux droits en matière d'extraction minière et de pétrole, aux sexes spécifiques, aux agglomérations urbaines, aux différends fonciers, aux problèmes et aux indicateurs, l'objectif étant de produire un atlas mondial et la documentation connexe, en utilisant les données considérables relatives à l'administration des biens fonciers et aux régimes fonciers que détiennent les organismes des Nations Unies;

c) de faciliter un atelier visant à établir un format générique approprié pour les analyses des profils de pays décrivant l'état du cadastre et de l'administration des biens fonciers ainsi que les améliorations à y apporter, ce qui facilitera l'analyse comparative et l'établissement d'indicateurs de résultats.

6. Aspects économiques des programmes modernes de levés topographiques, de cartographie, d'infrastructure pour les données géospatiales et d'administration des terres

La Conférence,

Notant que tous les programmes modernes de levés topographiques, de cartographie, d'infrastructure pour les données géospatiales et d'administration des terres doivent partager avec d'autres projets importants les maigres ressources économiques disponibles,

Reconnaissant que bon nombre de gouvernements s'efforcent de réduire le coût, pour le contribuable, des services de données géospatiales fondamentales et de leur infrastructure par diverses formes de privatisation, de récupération des coûts, de sous-traitance ou d'initiatives productrices de revenus,

Considérant que ces initiatives ont des incidences techniques, organisationnelles et institutionnelles importantes sur les relevés topographiques et la cartographie nationaux,

Ayant à l'esprit le fait que l'attirail croissant d'instruments disponibles aux professionnels du domaine de la cartographie impose des choix pour lesquels les facteurs économiques jouent un rôle décisif, tant dans le secteur public que dans le secteur privé,

² Actes officiels de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, vol. XVII (publication des Nations Unies, n° de vente E.84.V.3), document A/CONF.62/122.

1. *Recommande* que le Secrétariat des Nations Unies mette sur pied, dans les limites des ressources disponibles et en collaboration avec d'autres organismes appropriés, un atelier international sur les aspects économiques des levés topographiques, de la cartographie, de l'infrastructure de données géospatiales destinées à la cartographie et de l'administration foncière de l'époque moderne;
2. *Se réjouit* de l'invitation du gouvernement de l'Inde, qui s'est déclaré prêt à accueillir l'atelier envisagé.

7. Promotion de programmes nationaux et régionaux de normalisation des noms géographiques

La Conférence,

Notant que l'utilisation cohérente de noms de lieux précis est un élément essentiel de l'efficacité de la communication à l'échelle mondiale et qu'elle contribue au développement socio-économique, au développement durable et à l'infrastructure nationale,

Vu l'importance des noms géographiques en tant que fichier fondamental de l'infrastructure de données spatiales pour l'Asie et le Pacifique,

Reconnaissant le rôle du Groupe d'experts des Nations Unies sur les noms géographiques et de la Conférence sur la normalisation des noms géographiques,

1. *Recommande* que le Comité permanent sur l'infrastructure des systèmes d'information géographique pour l'Asie et le Pacifique soutienne le travail des Nations Unies en encourageant les pays de la région à définir et/ou à maintenir une approche normalisée et cohérente des noms géographiques;
2. *Recommande également* d'encourager les pays à assister aux réunions du Groupe d'experts des Nations Unies sur les noms géographiques et de la Conférence sur la normalisation des noms géographiques

8. Coopération avec l'initiative des Nations Unies concernant la base de données géographiques

La Conférence,

Compte tenu de la pertinence des initiatives concernant les données spatiales à l'échelle mondiale, auxquelles participent des organismes cartographiques, des organisations non gouvernementales, des organismes internationaux, l'industrie et le monde universitaire,

Consciente des progrès accomplis par le Comité permanent sur l'infrastructure des systèmes d'information géographique pour l'Asie et le Pacifique dans la mise en place d'une infrastructure régionale de données spatiales ainsi que des défis qu'elle implique sur le plan des ressources techniques, scientifiques, institutionnelles et apparentées,

Saluant les efforts déployés par le Groupe de travail des Nations Unies sur l'information géographique en vue de créer une base de données géographique à plusieurs niveaux à l'échelle du système des Nations Unies,

Notant la mise en place de l'initiative de la base de données géographique des Nations Unies par le Comité directeur de l'Infrastructure mondiale de données spatiales, le Comité directeur international de la cartographie mondiale, la Fédération internationale des géomètres, l'Association cartographique

internationale, la Société internationale de photogrammétrie et de télédétection, le Comité permanent sur l'infrastructure des systèmes d'information géographique pour l'Asie et le Pacifique et pour les Amériques,

Se félicite de l'appui synergétique du Groupe de travail des Nations Unies sur l'information géographique visant à coordonner ses efforts avec les initiatives pertinentes de la Conférence cartographique régionale des Nations Unies, pour leur bénéfice mutuel et complémentaire

9. Motion de remerciements

La Conférence,

Exprime sa sincère gratitude au Gouvernement de la Malaisie, au Département des levés topographiques et de la cartographie ainsi qu'à son directeur général, M. Dato' Abdul Majid Mohamed, pour l'excellent accueil qui a été réservé à tous les participants à la quinzième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique et pour l'aide précieuse qu'ils lui ont fournie.

ANNEXE I

Ordre du jour provisoire de la seizième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique

1. Ouverture de la Conférence.
2. Élection du Président.
3. Objectifs de la Conférence.
4. Questions d'organisation :
 - a) Examen et adoption du règlement intérieur;
 - b) Adoption de l'ordre du jour;
 - c) Constitution de commissions techniques et élection des présidents et rapporteurs;
 - d) Organisation des travaux;
 - e) Vérification des pouvoirs des représentants à la Conférence;
 - f) Procédures d'élection au Comité permanent sur l'infrastructure des systèmes d'information géographique pour l'Asie et le Pacifique.
5. Rapport du Comité permanent sur l'infrastructure des systèmes d'information géographique pour l'Asie et le Pacifique.
6. Rapports de la Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique :
 - a) Application des résolutions de la quinzième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique;
 - b) Rapports de pays.
7. Exposés sollicités.
8. Commissions techniques de la Conférence.
9. Rapports et résolutions :
 - a) Rapports des commissions techniques de la Conférence;
 - b) Adoption des rapports et plans d'action;
 - c) Adoption des résolutions.
10. Examen des résultats de la Conférence.
11. Ordre du jour provisoire de la dix-septième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique.
12. Questions d'organisation du Comité permanent sur l'infrastructure des systèmes d'information géographique pour l'Asie et le Pacifique :
 - a) Élection au Conseil d'administration;
 - b) Statuts;
 - c) Groupes de travail;
 - d) Prochaine réunion.

13. **Adoption du rapport de la seizième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique.**

Annexe II

LISTE DES DOCUMENTS

<u>Cote</u>	<u>Titre/pays</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>
E/CONF.92/INF/1	Ordre du jour provisoire	4 b)
E/CONF.92/INF/2	Provisional rules of procedure	4
E/CONF.92/INF/3 (Rév.1)	Liste des documents	
E/CONF.92/INF/4 (Rév.1)	Liste des participants	
E/CONF.92/L.1	GIS activities 1997-1999 (présenté par le Singapour)	6
E/CONF.92/L.2	Development of surveying and mapping in China during 1997-2000 (présenté par la Chine)	6
E/CONF.92/L.3	Construction of national spatial data (NSD) infrastructure in China (présenté par la Chine)	6
E/CONF.92/L.4	Application of geospatial data in China (présenté par la Chine)	6
E/CONF.92/L.5	National fundamental geographical information production base of Sichuan (présenté par la Chine)	6
E/CONF.92/L.6	Progress of GPS positioning in China (présenté par la Chine)	6
E/CONF.92/L.7	Technical cooperation in surveying, mapping and charting (présenté par la Chine)	6
E/CONF.92/L.8	Cartographic Work in Japan 1997 – 1999 (présenté par le Japon)	6
E/CONF.92/L.9	Promotion of the Global Mapping Project (présenté par le Japon)	6
E/CONF.92/L.10	PCGIAP Executive Board report (présenté par le Comité permanent sur l'infrastructure des systèmes d'information géographique pour l'Asie et le Pacifique)	5
E/CONF.92/L.11 E/CONF.92/L.11a	Working Group I report : regional geodesic network status report (présenté par le Comité permanent sur l'infrastructure des systèmes d'information géographique pour l'Asie et le Pacifique)	5
E/CONF.92/L.12	Working Group II report : regional fundamental data status report for the sixth PCGIAP meeting, Kuala Lumpur (présenté par le Comité permanent sur l'infrastructure des systèmes d'information géographique pour l'Asie et le Pacifique)	5

<u>Cote</u>	<u>Titre/pays</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>
E/CONF.92/L.13	Working Group II report : regional fundamental data summary report on analysis of regional fundamental datasets questionnaire (présenté par le Comité permanent sur l'infrastructure des systèmes d'information géographique pour l'Asie et le Pacifique)	5
E/CONF.92/L.14	Development Needs Taskforce status report (présenté par le Comité permanent sur l'infrastructure des systèmes d'information géographique pour l'Asie et le Pacifique)	5
E/CONF.92/L.15	Statutes of the Permanent Committee on GIS Infrastructure for Asia and the Pacific (présenté par le Comité permanent sur l'infrastructure des systèmes d'information géographique pour l'Asie et le Pacifique)	5
E/CONF.92/L.16	Report on resolutions of the Fourteenth United Nations Regional Cartographic Conference for Asia and the Pacific (présenté par le Comité permanent sur l'infrastructure des systèmes d'information géographique pour l'Asie et le Pacifique)	7 et 8
E/CONF.92/L.17	Country report for Australia (présenté par l'Australie)	6
E/CONF.92/L.18	Country report on cartographic activities in New Zealand (présenté par l'Australie)	6
E/CONF.92/L.19	Country report on the current status of surveying, mapping and cartographic activities : India (présenté par l'Inde)	6
E/CONF.92/L.20	Greeting from the International Organization for Standardization/Technical Committee (ISO/TC) to the Fifteenth United Nations Regional Cartographic Conference for Asia and the Pacific (présenté par l'Organisation internationale de normalisation)	6
E/CONF.92/L.21	Country report on the Fifteenth United Nations Regional Cartographic Conference for Asia and the Pacific (présenté par le Brunéi Darussalam)	6
E/CONF.92/L.22	Country report on the implementation of the resolutions of the Fourteenth United Nations Regional Cartographic Conference for Asia and the Pacific (présenté par l'Indonésie)	6
E/CONF.92/L.23	Country reports, April 2000 (présenté par la République de Corée)	6
E/CONF.92/L.24	Brief information of the Mongolian Spatial Data Infrastructure (présenté par la Mongolie)	6

<u>Cote</u>	<u>Titre/pays</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>
E/CONF.92/L.25	Country report on the current status of surveying, mapping and cartographic activities, 1996-1999 (présenté par la Thaïlande)	6
E/CONF.92/L.26	Status of cartographic activities : Fiji's experiences (présenté par les Fidji)	6
E/CONF.92/L.27	Spatial data infrastructure and geoinformation engineering : Germany's approach and experiences (présenté par l'Allemagne)	6
E/CONF.92/L.28	Geodata and information systems : a German perspective (présenté par l'Allemagne)	6
E/CONF.92/L.29	A new geodetic datum and related changes for Japanese nautical charts (présenté par le Japon)	9 h)
E/CONF.92/L.30	Present status of electronic navigational charts and paper charts produced in Japan (présenté par le Japon)	9 h)
E/CONF.92/L.31	Country report of the Russian Federation (présenté par la Fédération de Russie)	6
E/CONF.92/L.32	Surveying and mapping in the Philippines (présenté par les Philippines)	6
E/CONF.92/L.33	Present status of survey development of Nepal (présenté par le Népal)	6
E/CONF.92/L.34	Draft report of the Fifteenth United Nations Regional Cartographic Conference for Asia and the Pacific	12
E/CONF.92/L.35	Provisional agenda for the Sixteenth United Nations Regional Cartographic Conference for Asia and the Pacific	11
E/CONF.92/L.36	Fundamental data : draft resolution submitted by Technical Committee III	9
E/CONF.92/L.37	Institutional strengthening : draft resolution submitted by Technical Committee IV	9
E/CONF.92/L.38	Regional geodetic infrastructure : draft resolution submitted by Technical Committee I	9
E/CONF.92/L.39	Bathurst Declaration on Land Administration for Sustainable Development : draft resolution submitted by Technical Committee I	9
E/CONF.92/L.40	Establishment of a working group on the cadastre : draft resolution submitted by Technical Committee I	9

<u>Cote</u>	<u>Titre/pays</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>
E/CONF.92/L.41	Economic aspects of modern surveying, mapping, geospatial data infrastructure and land administration programmes : draft resolution submitted by Technical Committee I	9
E/CONF.92/L.42	Promotion of national geographical names standardization programmes : draft resolution submitted by Technical Committee V	9
E/CONF.92/L.43	Cooperation with the United Nations Geographical Database initiative : draft resolution submitted by the President of the Conference	9
E/CONF.92/L.44	Vote of thanks : draft resolution submitted by the Secretary of PCGIAP	9
<u>Documents de base</u>		
E/CONF.92/BP.1	Sustainable development as a global trend (présenté par la Division du développement durable du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU)	9 i)
E/CONF.92/BP.2	The global spatial data infrastructure and emerging nations : challenges and opportunities for global cooperation (présenté par l'Infrastructure mondiale de données spatiales)	9 i)
E/CONF.92/BP.3	International Steering Committee for Global Mapping : current status and future plans and challenges (présenté par le Comité directeur international pour la cartographie mondiale)	9 i)
E/CONF.92/BP.4	The United Nations International Federation of Surveyors' Bathurst Declaration on Land Administration for Sustainable Development (présenté par la Fédération internationale des géomètres)	9 d)
E/CONF.92/BP.4a	Powerpoint presentation (présenté par la Fédération internationale des géomètres)	9 d)
E/CONF.92/BP.5	Formation of the Permanent Committee on Spatial Data Infrastructure for the Americas (présenté par la Colombie)	9 i)
E/CONF.92/BP.6	Geographical names and the Asia and the Pacific Spatial Data Infrastructure (présenté par le Groupe d'experts des Nations Unies sur les noms géographiques)	9 a)

<u>Cote</u>	<u>Titre/pays</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>
E/CONF.92/BP.7	The role of the Regional Space Application Programme for Sustainable Development in the Asia and Pacific Spatial Data Infrastructure (présenté par la Division de la mise en valeur des ressources naturelles de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique)	9 k)
E/CONF.92/BP.8	Surveying issues and challenges for the twenty-first century (présenté par la Fédération internationale des géomètres)	9 k)
E/CONF.92/BP.9	Leading-edge cartographic developments and challenges (présenté par l'Association cartographique internationale)	9 k)
E/CONF.92/BP.10	The role of the International Association of Geodesy in densification of global geodetic networks (présenté par l'Association internationale de géodésie)	9 m)
E/CONF.92/BP.10 a)	Power point presentation	9 m)
E/CONF.92/BP.11	Corporatization of national mapping agencies : challenges and opportunities (présenté par l'Institut international de levés aérospatiaux et sciences de la terre)	9 k)
E/CONF.92/BP.12	World Bank support for land-related projects in developing countries : experiences and implications for international cooperation (présenté par la Banque mondiale)	9 l)
E/CONF.92/BP.13	The role of geographical information in JICA programmes across the Asia and the Pacific region	9 m)
E/CONF.92/BP.14	GIS development and challenges in Pacific island nations	9
E/CONF.92/BP.15 E/CONF.92/BP.15 a)	Cadastral workshop and powerpoint presentation	9
E/CONF.92/BP.16	Background document for the Fifteenth United Nations Regional Cartographic Conference for Asia and the Pacific	9